

| DESCRIPTION DE LA DEMANDE                                                         | Référence dossier                       |
|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|
| <p><b>Demande déposée le 09/07/2025</b></p> <p><b>Complétée le 09/07/2025</b></p> | <p><b>N° DP 62893 25 00136</b></p>      |
| <p><b>Par :</b> Monsieur FAYOLA Fabrice</p>                                       | <p><b>Surfaces de plancher : m²</b></p> |
| <p><b>Demeurant à :</b> 11 Rue Notre Dame<br/>62930 WIMEREUX</p>                  |                                         |
| <p><b>Pour :</b> ravalement des façades avant et arrière</p>                      |                                         |
| <p><b>Sur un terrain sis à :</b> 11 Rue Notre Dame<br/>62930 WIMEREUX</p>         |                                         |

Le Maire de WIMEREUX,

Vu la demande de Déclaration Préalable de Construction n° : DP 62893 25 00136 susvisée,  
Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L421-1 et suivants et R 421-1 et suivants,  
Vu le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal de la Communauté d'agglomération du Boulonnais approuvé le 06/04/2017 et modifié les 29/06/2023 et 11/04/2024,  
Vu le règlement de la zone UBa-II,

Vu le Site Patrimonial Remarquable approuvé le 13/02/2020,

Vu l'avis de dépôt de la demande de déclaration préalable n° DP 62893 25 00136 publié par voie électronique sur le site internet de la commune le 11/07/2025,

Vu l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France en date du 05/08/2025,

**Considérant** que le projet porte sur la parcelle cadastrée AK0126 classée en zone UBa-II de la commune de WIMEREUX

**Considérant** que le projet consiste en un ravalement des façades avant et arrière,

**Considérant** qu'aux termes de l'article R.425-2 du code de l'urbanisme : « lorsque le projet est situé dans le périmètre d'un Site Patrimonial Remarquable, le permis de construire, le permis d'aménager, le permis de démolir ou la décision prise sur la déclaration préalable tient lieu de l'autorisation prévue à l'article L.632-1 du code du patrimoine si l'architecte des Bâtiments de France a donné son accord, le cas échéant assorti de prescriptions motivées »,

**Considérant** que le projet se situe dans le périmètre d'un Site Patrimonial Remarquable,

**Considérant** que Monsieur l'Architecte des Bâtiments de France a émis un avis favorable assorti de prescriptions,

## ARRETE

### ARTICLE 1 :

Le Maire de la commune de WIMEREUX **NE S'OPPOSE PAS** à la réalisation du projet décrit dans la demande, sous réserve du respect de la prescription reprise ci-après.

**ARTICLE 2 : Prescriptions**

Conformément à l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France :

**« Les teintes reprendront les couleurs du règlement du site patrimonial remarquable (SPR) suivantes :**

- **Fond de façade: N°14**
- **Modénatures: modénatures N°15**
- **Bois des balcons et portes : n°116, n°118, N°129 ou N°124**
- **Les lucarnes de la façade avant sur rue resteront en teinte ton pierre et non peintes en bleu. En façade arrière, les lucarnes et le chéneau seront de teinte N°15. »**

**ARTICLE 3 : Recommandations / Observations**

D'après l'Architecte des Bâtiments de France : **« Par ailleurs, ce projet peut appeler des recommandations ou des observations (...). Le pignon et l'extension arrière mériteraient également d'être repeints en n°14 comme les eux autres façades afin de redonner de l'unité au volume perçu depuis l'espace public, en accord avec le règlement du SPR. »**

Fait à WIMEREUX,

#signature#

*La présente décision est transmise au Représentant de l'État dans les conditions prévues aux articles L2131-1 et L2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales et L 424-7 du code de l'urbanisme. Elle est exécutoire à compter de sa transmission.*

|                                                                                  |
|----------------------------------------------------------------------------------|
| <b>INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT</b> |
|----------------------------------------------------------------------------------|

- DROITS DES TIERS : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

- OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES : cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L241-1 et suivants du code des assurances.

- DELAIS ET VOIES DE RECOURS : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

Tout recours administratif ou contentieux doit, sous peine d'irrecevabilité, être notifié à l'auteur de la décision et au bénéficiaire du permis ou de la décision prise sur déclaration préalable. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours (art. R 600-1 du code de l'urbanisme).